

Rapport d'Activités 2015

Etc Terra



2015

Edito	3
L'Association	4
Nos équipes	5
Conseil d'Administration	5
Équipe France	5
Équipe Madagascar	5
Équipe Mozambique	5
Équipe République de Côte d'Ivoire	5
Équipe Mali	5
Régions d'Intervention	6 - 7
Domaines d'Intervention	8
FORÊTS/REDD+	8
GESTION INTÉGRÉE DE LA RESSOURCE EN EAU	9
DÉCHETS	10
ÉNERGIE	11
Etc Lab'	12
Focus Projets	13
PHCF : Programme Holistique de Conservation des Forêts	13
Réserve nationale de Gilé	14
Zambazamba	15
Africompost	16
Biogaz Mali	17
Autres projets	18 - 19
Rapport Financier	20
Compte de résultat	21
Bilan	21
Perspectives 2016	22
Nos partenaires	23
Partenaires terrain	23
Partenaires financiers	23
Partenaires scientifiques	23

L'année 2015 – quatrième exercice seulement d'Etc terra - a été une année de consolidation pour l'association. Outre la poursuite des activités existantes, un travail important de prospection et conception de nouveaux projets a été fourni par les équipes. Les circuits de décision étant long, ces efforts se concrétiseront dès l'année 2016.

Sur son cœur de métier, la thématique REDD+, Etc Terra gagne en légitimité dans les pays où elle opère : à Madagascar, outre le PHCF, les équipes ont finalisé pour le compte du Ministère de l'Environnement une étude d'envergure à l'échelle des forêts humides du pays; Au Mozambique Etc Terra a conduit un travail similaire à l'échelle des 7 Districts concernés par le programme FCPF de la Banque Mondiale ; En Côte d'Ivoire Etc Terra a été choisie pour mener à bien l'étude de faisabilité du premier projet REDD+, et devrait en conduire la mise en œuvre;

Dans ce contexte, l'expertise technique et scientifique d'Etc Terra – regroupée au sein d'Etc Lab' – a été renforcée par le recrutement de plusieurs collaborateurs. L'équipe, pluridisciplinaire et multiculturelle, travaille en forte synergie avec la recherche scientifique, tant des pays du Nord que du Sud.

Sur le plan financier, le budget d'intervention d'Etc Terra en 2015 a atteint 1,6 millions d'Euros et l'exercice se solde – tout comme en 2014 - par un résultat légèrement excédentaire. Cet équilibre budgétaire ne permet pas encore de consolider de manière pérenne les fonds propres de l'association mais comme mentionné, les investissements consentis offrent à l'association de bonnes perspectives, tant sur le court que le moyen terme.

Bonne lecture !

Matthieu Tiberghien
Directeur général





Par des projets de terrain, répliqués à grande échelle, Etc Terra souhaite démontrer qu'il est possible et bénéfique de concilier dynamisme économique et préservation du capital naturel dans les territoires ruraux des pays du Sud.

Etc Terra considère que cette approche économique et environnementale est une réponse efficace et pérenne à la fois aux enjeux de développement et de bien-être des populations de ces pays mais aussi aux problèmes globaux comme le changement climatique ou le déclin de la biodiversité.

Etc Terra souhaite saisir l'opportunité de la dynamique REDD+ pour promouvoir cette approche car elle peut rassembler : agriculture et forêts, sécurité alimentaire et déforestation, finance carbone et financements traditionnels, secteurs public et privé, arbres et fertilité des sols, etc.

MODES D'ACTIONS

Participer à une dynamique économique durable

Etc Terra développe des projets pilotes sur tous les aspects complémentaires qui peuvent participer à l'émergence d'une économie rurale équilibrée et soucieuse de préserver l'environnement : une agriculture productive qui préserve la fertilité des sols, le maintien d'un couvert boisé, de la biodiversité, des ressources en eau, le traitement des déchets, l'accès à l'énergie, etc.

Avec une approche cohérente à l'échelle de territoires

Pour ce faire, Etc Terra privilégie des actions intégrées à l'échelle de territoires économiquement et écologiquement cohérents (bassin versant, massif forestier, région agricole) en suscitant des organisations nouvelles entre acteurs locaux. Etc Terra développe, avec ses partenaires, des compétences sur les outils de cartographie satellite et d'information géographique.

En partenariat

Etc Terra agit systématiquement en partenariat entre des acteurs du Nord et du Sud. Etc Terra mobilise également le secteur privé, productif ou financier, qui a souvent un fort impact sur le dynamisme des territoires et qui doit faire partie des solutions de développement durable. Etc Terra souhaite s'associer avec toutes les expertises sectorielles engagées dans cette même dynamique.

Des financements diversifiés et innovants

Etc Terra s'investit dans les financements dits « innovants » (Paiements pour Services Environnementaux et finance carbone) qui peuvent compléter les financements de l'aide traditionnelle au développement.

Une priorité donnée à la mesure des impacts de nos actions

Etc Terra estime que la redevabilité de ses actions est un élément essentiel de sa mission : les impacts de toutes les actions d'Etc Terra doivent être mesurés et les résultats communiqués de manière transparente (indicateurs qualitatifs et quantitatifs), compréhensibles par tous (vidéo, reportages) et pour tous (financeurs, populations, grand public).

Conseil d'Administration

Bureau

- **Denis Loyer**, Président - Retraité
- **Olivier Langrand**, Trésorier - Directeur exécutif du Critical Ecosystem Partnership Fund
- **Pierre Caussade**, Secrétaire - Chargé de mission au Ministère de l'Environnement, De l'Énergie et de la Mer

Administrateurs

- **Romuald Vaudry** - Représentant d'Etc Terra en Côte d'Ivoire
- **Harison Randriarimanana** - Fonctionnaire du Gouvernement de Madagascar
- **Fred Boltz** - Directeur Général Écosystèmes de la Fondation Rockefeller
- **Nicole Bleyleben** - Entrepreneur
- **Pauline Plisson** - Ingénieur
- **Jean-Yves Grosclaude** - Retraité

Equipe France

- **Matthieu Tiberghien**, Directeur Général
- **Virginie Rogez**, Directrice Administrative et Financière
- **Clovis Grinand**, Chargé de Mission Etc Lab'
- **Mathieu Gobin**, Chargé de Projets Énergie-Déchets
- **Marie Nourtier**, Chargée de Mission Etc Lab'

Equipe Madagascar

- **Jérôme Laporte**, Représentant pays, Chef de Projets PHCF II
- **Haingo Harinantenaina**, Responsable Administrative et Financière
- **Fety Rakotomalala**, Chargé de Mission SIG et Télédétection
- **Zafyson Randrianasolo**, Chargé de Mission REDD+
- **Sedera Andriamisaintsoa**, Chargé de Mission
- **Telina Randrianary**, Chargé de Mission SIG et Télédétection
- **Radosy Heriniaina**, Chargé de Mission ZambaZamba
- **Nantenaina Ramboatiana**, Thésard

Equipe Mozambique

- **Corentin Mercier**, Représentant pays, Chargé de Mission
- **Bento Uachisso**, Chargé de Mission
- **João Intata**, Chauffeur

Equipe République de Côte d'Ivoire

- **Romuald Vaudry**, Représentant pays

Equipe Mali

- **Anthony Guhur**, Chargé de Mission Énergie

Régions d'Intervention














10
pays d'intervention





17
projets en cours sur 2015

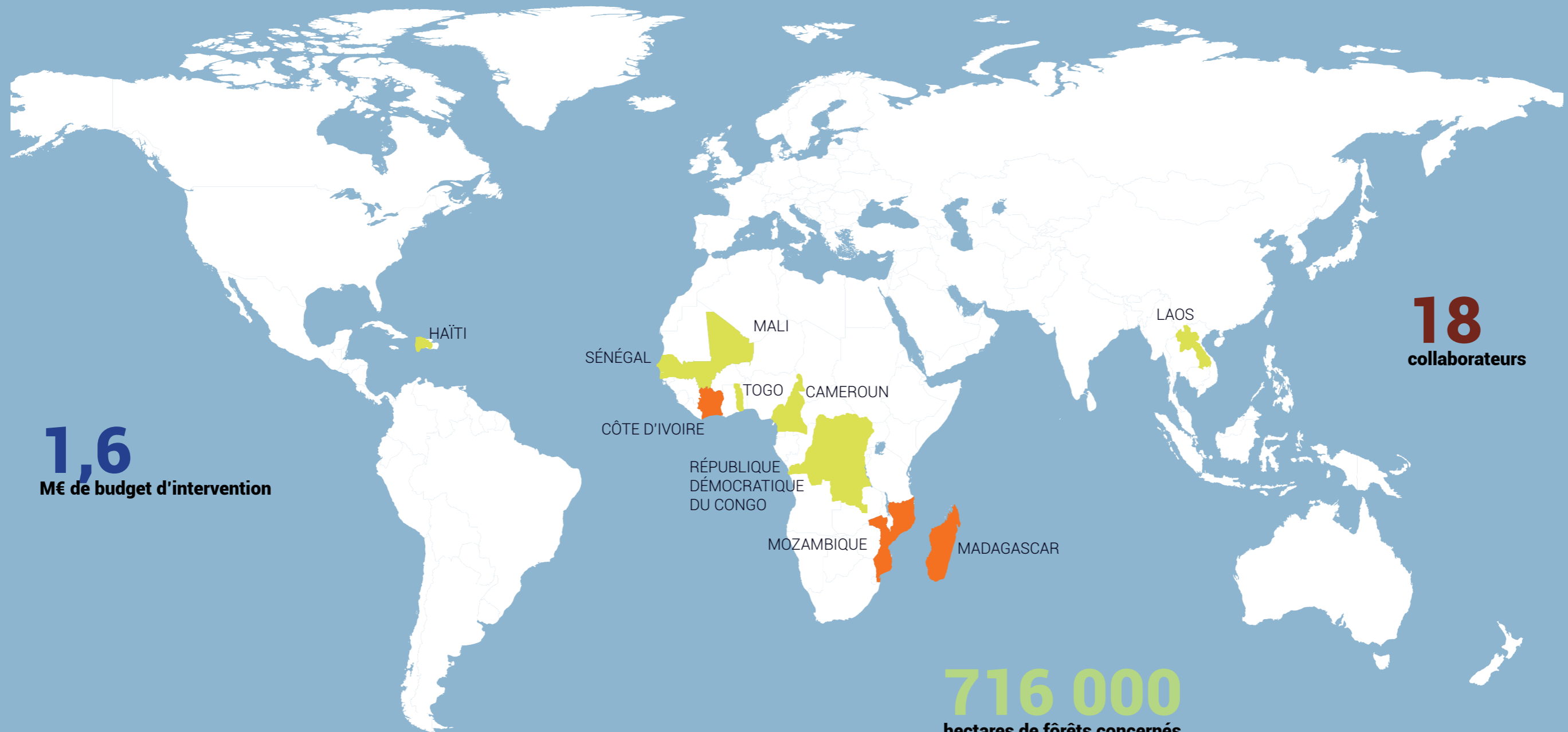
1,6
M€ de budget d'intervention



716 000
hectares de forêts concernés
par nos projets REDD +

18
collaborateurs

	CAMEROUN AFRICOMPOST		MALI BIOGAZ MALI		
		CÔTE D'IVOIRE AFRICOMPOST CORENA		MOZAMBIQUE RÉSERVE NATIONALE DE GILÉ ZILMP	
	HAÏTI PAD NORD HAÏTI		RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO APROFIL		
	LAOS FORAE NORD-LAOS		SÉNÉGAL KEUR SAMBEL		
			MADAGASCAR PHCF MAHAVOTRA ANALAKELY BIOSCENE MADA AFRICOMPOST ZAMBAZAMBA		TOGO AFRICOMPOST

-  FORÊTS/REDD+
-  GESTION DE L'EAU
-  DÉCHETS
-  ÉNERGIE



 Pays d'intervention
 Pays d'intervention
+ implantation ETC TERRA



FORÊTS/REDD+

Assurer la préservation des écosystèmes forestiers et la gestion durable des forêts

Pour assurer la préservation des écosystèmes forestiers, l'action d'Etc Terra s'inscrit notamment à travers le mécanisme REDD+ (Réduction des Emissions liées à la Déforestation et à la Dégradation des forêts), et se décline au travers d'actions complémentaires décrites ci-après :

- L'exploitation durable des forêts autorisant la valorisation des bois au bénéfice de la conservation des forêts et des populations qui en dépendent ; Cela peut se faire par la création de nouvelles aires protégées, l'élaboration de plans d'aménagement, en impliquant étroitement les administrations et populations locales ;
- Un accompagnement étroit des paysans afin de faire évoluer les

modes de production agricole vers des systèmes écologiquement intensifs et économiquement rentables (notamment cultures de rente destinées à l'exportation) ;

- Les plantations de bois-énergie couplées à des technologies de cuisson plus économes ;

- Idéalement, la mise en place de processus de sécurisation foncière des terres concernées.

La mesure des impacts (carbone, biodiversité, niveau de vie des populations, etc) des projets REDD+ mis en œuvre par Etc Terra est assurée par l'Etc Lab'. Ces mesures sont ensuite validées par des standards internationaux (VCS, CCBA) permettant de valoriser monétairement les résultats obtenus.

Au delà de l'échelle projet, Etc Terra participe activement à l'élaboration de stratégie REDD+ nationale dans les pays où elle opère, en étroite collaboration avec les gouvernements nationaux (Madagascar, Mozambique, Côte d'Ivoire).

chiffres clés

Chaque année, près de **13 millions d'hectares** de forêts primaires disparaissent, soit la superficie de la Grèce (FAO, 2010)

Le secteur Forêt/Agriculture est responsable de **25%** des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GIEC, 2014)



GESTION INTÉGRÉE DE LA RESSOURCE EN EAU

Prévenir les conflits et concilier sécurité hydrique et sécurité alimentaire.

Pour assurer la préservation des ressources en eau, l'action d'Etc Terra se décline sous forme de projets de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) intervenant en synergie avec des projets d'Adduction d'Eau Potable. Visant à concilier sécurité alimentaire et sécurité hydrique, la mise en œuvre de ces projets se décline via :

- L'élaboration participative de plans d'aménagement sur les bassins versants concernés ;
- La Protection et l'accroissement des ressources en amont des captages en limitant l'évapotranspiration des écosystèmes et en favorisant l'infiltration de l'eau au détriment du ruissellement ;

- L'utilisation économe des ressources en aval des captages pour accroître la productivité agricole de l'eau, c'est à dire la quantité de matières (grains, feuilles) produite par m³ d'eau consommé et ce, via diverses techniques : Système de Riziculture Intensif (SRI), systèmes de micro-irrigation, Semis sous Couvert Végétal (SCV), plantation d'arbres, etc.

- L'évaluation des impacts des activités précitées sur les ressources : mise en place de dispositif de mesures et suivi de la pluviosité et du débit, réalisation de test quantification de l'érosion, modélisation spatiale du risque d'érosion et modélisation des bilans hydriques des bassins versants en fonction

des modes d'usage des terres, conditions climatiques et topographiques, etc.

chiffres clés

Quatre milliards de personnes dans le monde connaissent de sévères pénuries d'eau (Mekkonen, 2016)

88% de l'eau utilisée dans le monde sert à la production agricole pluviale et irriguée (IWMI 2007)





DÉCHETS

Améliorer la gestion des déchets urbains par la valorisation

L'objectif principal d'Etc Terra est de proposer des solutions de valorisation, que ce soit valorisation matière (compost) ou valorisation énergétique (briquettes, méthanisation), qui soient adaptées aux contextes locaux et puissent à terme être viables économiquement.

Via le programme Africompost, Etc Terra et ses partenaires (Goodplanet, Gevalor) ont développé une méthodologie pour la mise en place de plate forme de valorisation urbaine. Les principales étapes sont les suivantes :

- Une étude de faisabilité comprenant notamment un diagnostic de la filière déchets, une analyse coût bénéfiques pour l'implantation d'une ou plusieurs plateformes de

valorisations décentralisées, une étude de marché pour le compost ;

- La réalisation d'un pilote validant les critères techniques (caractérisation des déchets) et confirmer l'engagement d'un opérateur privé et de la Commune ;
- L'élaboration d'un plan d'affaire comprenant l'estimation de la participation de la Commune en fonction des économies générées sur la collecte et mise en décharge, l'évaluation du potentiel de crédits carbone et l'approfondissement de l'étude de marché pour la valorisation du compost ;
- L'appui de l'opérateur local de compostage sur 5 axes de travail :

production, gestion, relations institutionnelles, commercialisation, finance carbone.

Etc Terra participe également à la plateforme ReSources d'échange et de capitalisation sur la gestion des déchets en Afrique.

chiffres clés

Dans les pays les moins avancés, seuls **40%** des déchets sont collectés et **5%** seulement mis en décharges contrôlées (Banque Mondiale, 2007)

La quantité de déchets urbains générés par an passerait de **1,3 Milliards** de tonnes de nos jours à **2,2 Milliards** de tonnes en 2025 (Banque Mondiale, 2012)



ÉNERGIE

Produire de l'énergie et la rendre disponible pour tous, notamment en zone rurale

Etc Terra contribue à renforcer des acteurs locaux dans la maîtrise de techniques pour améliorer l'accès à l'énergie tout en préservant les forêts d'où est prélevée la principale source d'énergie utilisée en Afrique Subsaharienne, le bois-énergie.

Les thématiques prioritaires sont :

- Le biogaz, qui dès que des ressources facilement méthanisables comme la bouse de vache sont disponibles, peut être une solution multi-impacts avec une amélioration des conditions de vie des femmes (fumées, pénibilité de la collecte du bois...) mais aussi la valorisation des matières organiques engendrant des rendements agricoles supérieurs.

Outre les projets au Mali, Etc Terra participe au développement d'un projet de biogaz urbain (8 digesteurs installés en 2015 dans deux abattoirs de la ville de Lomé) ;

- La carbonisation améliorée, qui permet de réaliser d'importantes économies par les charbonniers, est la deuxième thématique prioritaire. Etc Terra interviendra à partir de 2016 au Mozambique, en Côte d'Ivoire et à Madagascar ;
- La dernière thématique est la valorisation d'autres résidus agricoles ou de déchets par combustion/pyrolyse.

chiffres clés

Environ **2,7 milliards** d'individus, soit **40%** de la population mondiale, dépendent du bois, du charbon ou des déchets animaux pour se chauffer et cuisiner (PNUD)

La production d'énergie est responsable de **26%** des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GIEC, 2014)





Mesurer, modéliser et monitorer pour évaluer l'efficacité des projets et leurs impacts socio-environnementaux

Regroupant l'expertise technique et scientifique d'Etc Terra, l'objectif du Lab' est double :

- Quantifier les ressources, causes et facteurs des changements d'usages des terres par des inventaires et enquêtes sur le terrain
- Evaluer l'évolution future des activités humaines et l'état des ressources naturelles grâce aux deux autres activités précédentes et à la modélisation spatiale

Le Lab' s'intéresse donc tout particulièrement aux dernières innovations en terme de données d'Observation de la Terre (ex. nouveaux satellites optique, radar ou lidar), méthodes (ex. technique de modélisation spatiale) et outils (ex. capteur de terrain, spectromètre, drone) permettant de mieux caractériser les activités humaines, l'état de l'environnement tout en réduisant les coûts. Enfin, afin de garantir la fiabilité et la transparence des méthodologies développées et résultats produits, les études sont dans la plupart des cas soumises à publication dans des revues scientifiques à comité de lecture.

La mise en œuvre des activités du Lab' se fait en collaboration avec les instituts de recherche internationaux (ex. CIRAD, IRD, etc.) et dans les pays d'intervention (Universités). Les activités se déclinent de la manière suivante :

- Mesurer et suivre les dynamiques des activités humaines et état de l'environnement à partir de l'acquisition et traitement de données satellites

DERNIERS CHIFFRES CLÉS ISSUS DES ACTIVITÉS DU LAB' :

Le taux de déforestation annuel dans les forêts humides de Madagascar a augmenté de 0,5% à 0,9% entre 2005/2010 et 2010/2013
(Rakotomalala et al, 2015)

Le changement climatique à venir (scénario GIEC) pourrait être responsable d'une diminution de 17% des stocks de carbone forestier de Madagascar
(Vieilledent et al, 2016)

Les pertes de carbone organique du sol sur vingt ans après déforestation dans le sud-est de Madagascar ont été estimées à 10,7% sur les trente premiers centimètres et 5,2% sur le premier mètre de sol
(Grinand et al, accepted).



PHCF : Programme Holistique de Conservation des Forêts



Pays	MADAGASCAR
Description	Projet REDD+ : Réduction des Emissions issues de la Déforestation et de la Dégradation des forêts (REDD) et d'accroissement des stocks de carbone forestiers (+).
Budget	4,5 M€ sur 2013-2017 (Phase II)
Financement	Air France, AFD, FFEM
Maître d'œuvre	Etc Terra

CHIFFRES CLÉS ET FAITS MARQUANTS

Le site de projet du COMATSA a été inclus au « Complexe des Aires Protégées Ambohimirahavy-Marivorahona » depuis le 28/03/2015 par Décret n°2015-782.

5 Transferts de Gestion des Ressources Naturelles (TGRN) officialisés

30 hectares de plantations forestières

10 Schémas d'Aménagement et de Gestion élaborés pour la gestion des terroirs agricoles

169 ha de terroirs agricoles aménagés durablement

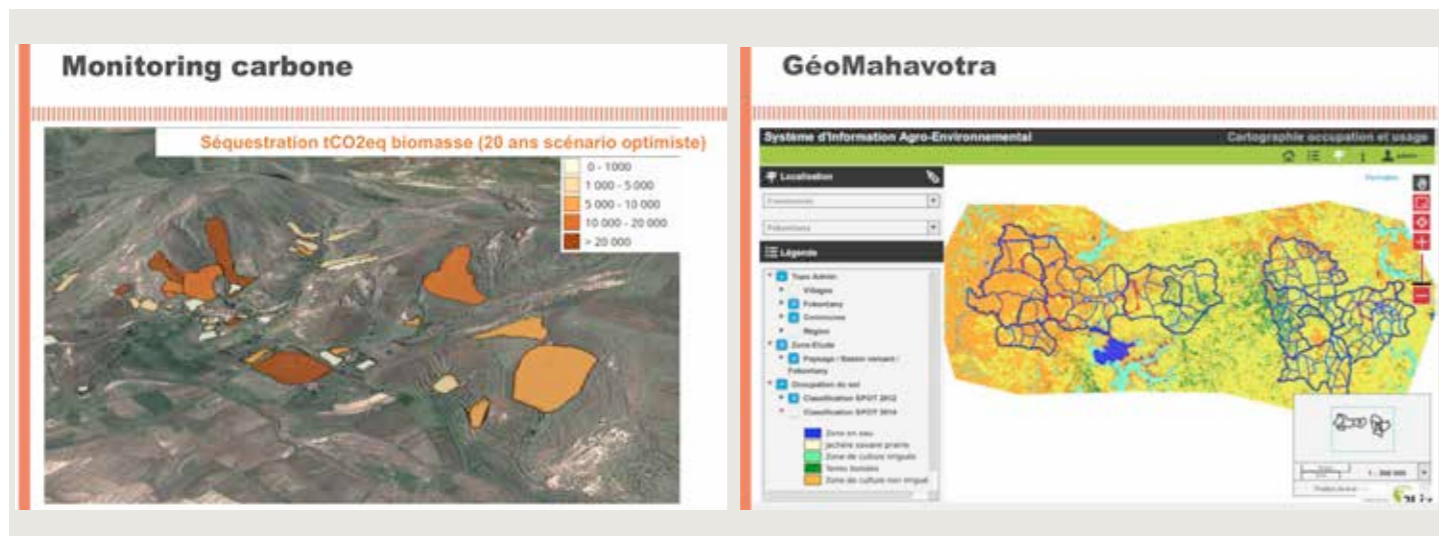
L'année 2015 a été marquée par une montée en puissance de la composante « développement agricole » mise en œuvre par l'association Agrisud. De nombreuses activités de formation et d'accompagnement individualisé des producteurs ont ainsi pu être conduites sur les deux sites de projet. Les fondations sont dorénavant suffisamment solides pour atteindre les objectifs du projet. Notons également l'accompagnement ciblé des principaux agents de déforestation, autrement appelés Populations Affectées par le Projet (PAP Majeures).

ouvrant la porte à la valorisation de crédits carbone sera soumis dans les prochains mois pour validation aux standards VCS (Verified Carbone Standard) et CCBA (Climate, Community and Biodiversity Alliance). Enfin, une étude de faisabilité concernant la valorisation de cultures de rentes a été menée via la mobilisation de l'association Rongead.

Concernant le site de COMATSA (région Sava), malgré l'inaccessibilité du site et la difficulté à contrôler certains agents de déforestation dans les endroits les plus reculés, il convient de noter la poursuite des progrès réalisés dans la mise en œuvre des activités, en cohérence avec d'autres projets présents dans la zone. Par ailleurs, le prix de la vanille en forte augmentation cette année a permis aux producteurs appuyés par le projet d'adopter plus facilement les nouvelles techniques de production proposées.

Pour la composante « conservation », incluant les activités liées à la gestion collective des terroirs forestiers, le principal enjeu reste d'identifier des dispositifs afin de faire vivre les associations en charge de la gestion des terroirs forestiers (COBA) à long terme.

Pour le site de Beampingaratsy (région Anosy), le document de projet (PD)



Quantification carbone spatialisée (sol + biomasse) pour des aménagements agroécologiques

Cartographie de l'occupation du sol à l'échelle régionale



Séance de sensibilisation à Andaza - sept. 2015



RÉSERVE NATIONALE DE GILÉ



Focus Projets

Pays	MOZAMBIQUE
Description	Lutte contre la déforestation et la dégradation forestière dans la Réserve Nationale de Gilé au Mozambique
Budget	2 M€ sur 2013-2016 (Phase II)
Financement	AFD/FFEM
Maître d'œuvre	Fondation Internationale pour la Gestion de la Faune (IGF)

L'année 2015 a permis de finaliser l'inventaire du carbone du sol et l'inventaire forestier (101 placettes inventoriées). Les travaux d'analyse de cartographie de la biomasse et de carte d'occupation des sols ont été achevés. Une analyse socio-économique a été menée, portant notamment sur la consommation et la production de charbon dans la zone.

Ces données ont permis de produire les facteurs d'émission et déterminer un historique de déforestation, l'objectif étant double : mieux comprendre les dynamiques de déforestation en lien avec l'histoire socio-économique de la zone et prévoir les zones de déforestation future. Une carte de risque de déforestation future a ainsi été produite.

Concernant la stratégie REDD+ du projet, l'étude de faisabilité autour de la filière noix de cajou s'est achevée et a été complétée par une analyse économique des possibilités d'appui à sa production et commercialisation. L'objectif est d'apporter des ressources additionnelles aux populations vivant en périphérie de la Réserve et de limiter ainsi leur dépendance aux ressources (faune et flore) qui s'y trouvent.

L'année 2016 marquera la fin du projet même si d'autres initiatives seront poursuivies dans la zone. La validation du Document de projet (PD) par les labels VCS et CCBA devrait intervenir au cours de l'année 2016.

CHIFFRES CLÉS ET FAITS MARQUANTS

101 placettes répertoriées

Biomasse de la forêt de Miombo 84,7 tC/ha soit (310,7 tCO₂eq/ha)

Plus de 100 producteurs de charbon et plus de 400 consommateurs de charbon interrogés

Confirmation que l'agriculture itinérante représente 83,1% du total des émissions carbone dans la zone de projet



Réserve Nationale de Gilé



ZAMBAZAMBA



Focus Projets

Pays	MADAGASCAR
Description	Projet pilote de Gestion Intégrée de la Ressource en Eau
Budget	58 k€ sur 2014-2016
Financement	Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse, Métropole de Lyon, Ambassade de France à Madagascar, FAO
Maître d'œuvre	Etc Terra

Au terme de ce projet de 2 ans, 60 ha ont été aménagés conformément au plan d'aménagement élaboré pour l'ensemble du bassin versant (40 ha en 2015). Près d'une centaine de producteurs ont été formés aux techniques agro-sylvo-écologiques leur permettant d'accroître leurs revenus tout en économisant l'eau : fabrication et utilisation de compost, tracé et aménagement de courbes de niveau sur pentes, systèmes de riziculture améliorés dans les bas-fonds, etc.

En termes de mesure d'impact, des mesures de pluviosité et de débits (à la source comme à l'exutoire) ont été régulièrement réalisées. Il a ainsi été possible de mettre en évidence l'existence d'une

corrélation entre la pluviosité et le débit. La priorité sera de poursuivre et mettre en cohérence de futurs aménagements en amont et en aval du captage. En ajoutant les hauts de pentes propices au reboisement d'espèces forestières, une dizaine d'hectares de parcelles forestières ont également été mises en place, protégées par un pare-feu.

Les mesures de pluviosité et de débits seront poursuivies au-delà du présent projet pour disposer de données sur un cycle hydrologique complet. Enfin, le niveau de référence des bénéficiaires a été établi afin de suivre l'évolution de leur situation socio-économique dans le temps.

CHIFFRES CLÉS ET FAITS MARQUANTS

40 ha de parcelles aménagées selon les techniques de l'agro-sylvo-écologie

40 producteurs formés aux techniques agro-sylvo-écologiques

34 ménages sollicités pour l'établissement du niveau de référence socio-économique



Ivoambo - Kolarano



Aménagement de courbes de niveaux



Focus Projets

AFRICOMPOST



Pays	MULTIPAYS
Description	Valorisation des déchets organiques municipaux en compost, pour améliorer la gestion des déchets et développer l'agriculture locale péri-urbaine dans 5 villes d'Afrique.
Budget	2,7 M€ sur 2011-2016
Financement	AFD, FFEM, Fondation GoodPlanet
Maître d'œuvre	Gevalor, Etc Terra

En 2015, Madacompost (ville de Mahajanga) a réussi à couvrir 75% des coûts de traitement de déchets ménagers par des ressources propres : les ventes de produits issus des déchets (compost, brique, corne), la vente de crédits carbonés, et la facturation d'études de faisabilité dans d'autres villes malgaches (Antananarivo, Tuléar, Ambatondrazaka...). Aujourd'hui recouverts par des subventions projets, les 25% restant devraient à terme être supportés par la Commune au titre de délégation de service public.

De son côté, Enpro à Lomé a vendu 300 tonnes de compost (83t en 2014) surtout auprès de maraichers. La prise en charge d'une partie du coût de traitement par la Commune devrait se concrétiser courant 2016. Pour les plateformes de Dschang, de Bouaké et d'Antananarivo, la construction des infrastructures permettant de développer l'activité est déca- lée au premier semestre 2016.



2016 sera aussi dédiée à la capitalisation du projet. La tenue d'ateliers de restitution nationaux à Lomé, Dschang et Antananarivo sera l'occasion de capitaliser sur les expériences spécifiques des projets Africompost, et proposer des appuis dans d'autres villes des quatre pays concernés (Madagascar, Cameroun, Togo et Côte d'Ivoire).

CHIFFRES CLÉS ET FAITS MARQUANTS

4 opérateurs locaux de compostage appuyés, environ 140 emplois ouvriers composteurs

8500 tonnes de déchets traités, 760 tonnes de compost vendus

Environ 6000 tCO₂eq évités sur 3 sites (Mahajanga, Dschang, Lomé)



BIOGAZ MALI



Pays	MALI
Description	Diffusion de réservoirs à biogaz familiaux au Sud du Mali
Budget	0,5 k€ sur 2012-2016
Financement	AFD, Fondation GoodPlanet
Maître d'œuvre	Etc Terra, AVSF



L'année 2015 a été une année riche pour le projet Biogaz Familial Mali.

Tout d'abord, le premier semestre a permis la finalisation des constructions portant à 108 le nombre de biodigesteurs réalisés. La particularité des 35 dernières unités est qu'elles ont été construites exclusivement par les maçons maliens préalablement formés par le partenaire indien SKG Sangha.

2015 a aussi permis la mise en service de 70 unités grâce à la réception des terminaux de cuisson importés d'Inde. Chaque famille a été équipée de 2 cuiseurs à gaz dont la plupart ont été intégrés dans des structures en banco construites sur place permettant d'améliorer leur efficacité énergétique.

Au-delà de ces réalisations, cette quatrième année a été l'occasion de dresser un premier bilan des bénéfices du projet à travers la mise en place d'un test sur l'efficacité du digestat pour la fertilisation des cultures et d'un suivi des consommations de bois. Les résultats sont très encourageants même si le besoin d'accompagnement et de suivi apparaît toujours fortement nécessaire. Enfin, une étude de capitalisation a été

menée sur le projet II en ressort que l'accès à l'énergie proposant les meilleurs avantages aux populations et le moindre impact sur l'environnement passera par la combinaison de solutions incluant : foyers améliorés, biodigesteurs, équipements solaires, etc. Ces recommandations convergent avec la dynamique lancée dans le cadre d'un nouveau projet d'accès à des services énergétiques au Mali. Concernant la certification du projet auprès du label Gold Standard, le processus devrait aboutir en 2016.

2016 sera par ailleurs l'année de clôture du projet avec notamment l'organisation d'un atelier national consacré aux énergies domestiques durables.

CHIFFRES CLÉS ET FAITS MARQUANTS

108 biodigesteurs construits

Environ 1 800 personnes bénéficiant d'une unité en service à fin 2015

15 maçons maliens formés et opérationnels pour la diffusion de la technologie biogaz familiale dans les cercles de Kita et Bougouni.



Biodigesteur, cercle de Kita oct. 2015



Utilisation du compost par les maraichers de Lomé

CORENA

Pays CÔTE D'IVOIRE

Description Etude de faisabilité dédiée à la mise en œuvre d'un projet pilote de Réduction des Emissions issues de la Déforestation et de la Dégradation des forêts en Côte d'Ivoire.

Budget 66 k€ sur 2012-2014

Financement AFD / MINEDD

Maître d'œuvre Etc Terra

PERR-FH : Projet Eco-Regional REDD+ - Forêts Humides

Pays MADAGASCAR

Description Projet Eco-Régional REDD+ des Forêts Humides (4,3 M ha), préparation de Madagascar à la mise en œuvre d'un programme REDD+ sous-national.

Budget 1 M€ mars 2014 - avril 2015

Financement Banque Mondiale via le MEEMF

Maître d'œuvre consortium (Etc Terra / MNP / ONE / WCS)

PAD NORD HAÏTI

Pays HAÏTI

Description Aménagement durable du bassin versant de Limbé et mesure de l'impact environnemental des activités agricoles du Nord-Haïti.

Budget 1,25 M€ aout 2013 - juillet 2016

Financement AFD / Région Aquitaine

Maître d'œuvre Agrisud International

ACCÈS À DES SERVICES ÉNERGETIQUES MODERNES ET DURABLES AU MALI

Pays MALI

Description Accès à l'énergie en zones rurales et urbaines au Mali. Diffusion de biodigesteurs (200), lampes solaires et foyers améliorés (6400), 60 centres solaires dans 4 cercles (départements).

Budget 2 M€ dont 1,5 de l'UE - janvier 2015 - décembre 2017

Financement Union Européenne

Maître d'œuvre AVSF

FORAE NORD-LAOS

Pays LAOS

Description Foresterie et agroécologie en zone de montagne au Nord-Laos.

Budget 877 k€ aout 2014 - juillet 2018

Financement AFD / Région Aquitaine

Maître d'œuvre Agrisud International

ZILMP : Zambézia Integrated Landscapes Management

Pays MOZAMBIQUE

Description Vise à réduire de 30% la déforestation dans la province de Zambézia. Etude pour valider le contenu du programme auprès du Fond de Partenariat pour le Carbone Forestier.

Budget 130 k€ juillet 2015 - février 2016

Financement Banque Mondiale / FCPF Readiness Fund

Maître d'œuvre Etc Terra

ANALAKELY

Pays MADAGASCAR

Description Micro-reboisements familiaux dans le cadre du développement de la production et de la commercialisation de haricots verts « bio-équitable »

Budget 30 k€ aout 2013 - juillet 2016

Financement Lecofruit / Pro Sain

Maître d'œuvre Etc Terra

APROFIL

Pays RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Description Agriculture durable et professionnalisation des filières agricoles dans le Mayombe - Province du Bas-Congo - Territoires de Lukula et Tshela.

Budget 2,3 M€ aout 2012 - juillet 2016

Financement Union Européenne

Maître d'œuvre Agrisud International

BIOSCENE MADA

Pays MADAGASCAR

Description Elaboration de scénarios d'évolution de la biodiversité sous l'effet conjoint du changement climatique et de la déforestation à Madagascar

Budget 265 k€ mai 2014 - avril 2019

Financement FRB / FFEM

Maître d'œuvre CIRAD

KEUR SAMBEL

Pays SÉNÉGAL

Description Lutte contre la déforestation et développement rural dans la forêt de Keur Sambel.

Budget 60 k€ janvier 2014 - décembre 2016

Financement RecycLivres

Maître d'œuvre Etc Terra

MAHAVOTRA

Pays MADAGASCAR

Description Agroécologie et foresterie paysannes, projet-pilote d'évaluation carbone du changement des pratiques agricoles

Budget 1 M€ juillet 2011 - avril 2016

Financement AFD / Groupe Star's Service, / Région Aquitaine / Planet Action / SEAS-OI

Maître d'œuvre Fondation GoodPlanet (avec l'appui d'Etc Terra)

RE-SOURCES

Pays MULTIPAYS : FRANCE, BURKINA FASO, CAMEROUN, TOGO, BÉNIN, HAÏTI, ILE MAURICE

Description Plateforme pour la promotion de la valorisation des déchets en Afrique et dans les Caraïbes.

Budget 2,6 M€ janvier 2013 - mars 2018

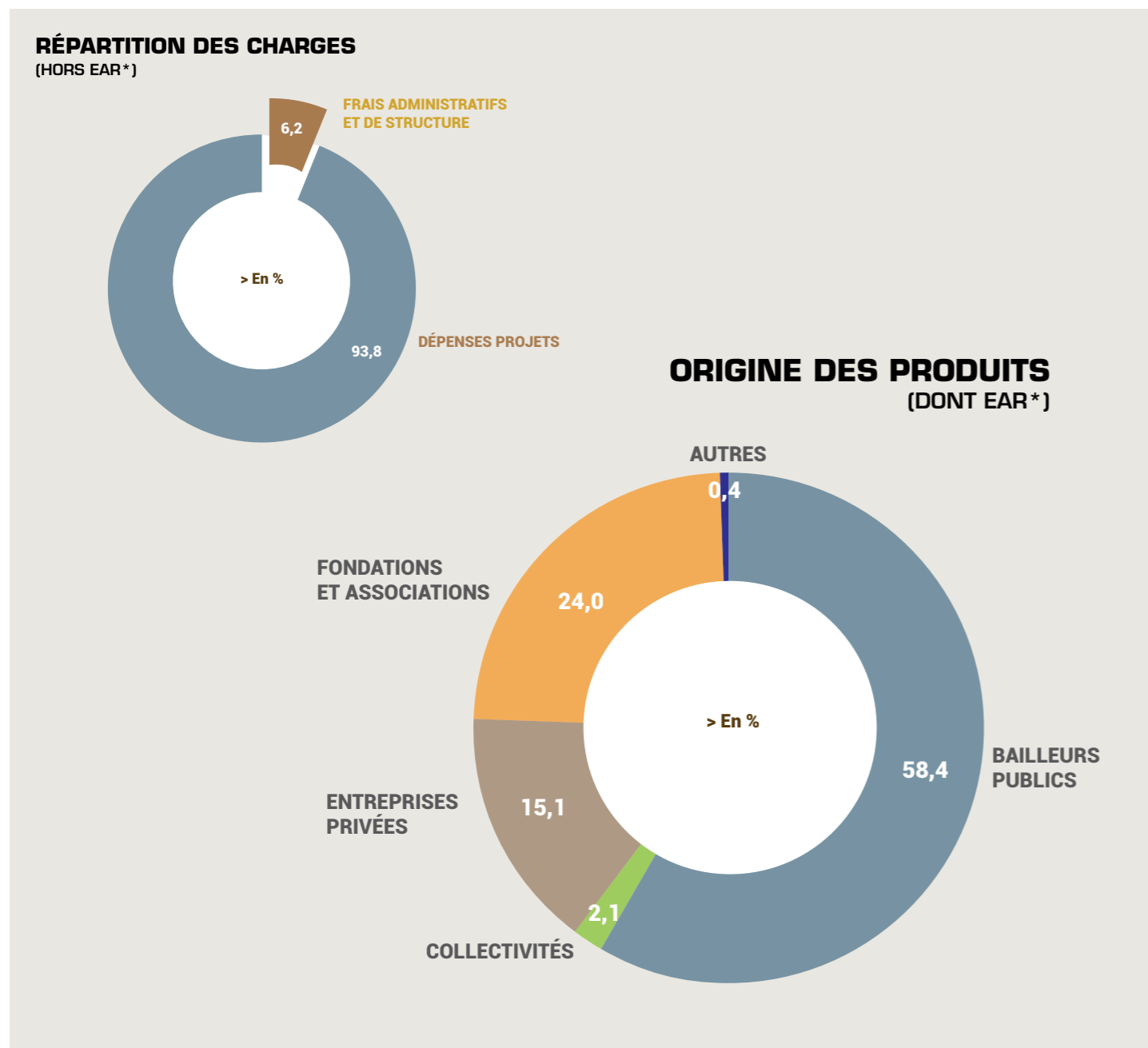
Financement Union Européenne / AFD / FFEM

Maître d'œuvre Gevalor

Rapport financier

Ce rapport financier présente la situation de Etc Terra au 31/12/2015. En conformité avec la législation, les comptes 2015 de Etc Terra ont été audités et certifiés par un commissaire aux comptes.

Le budget total de l'association pour l'année 2015 atteint 1 623 198 euros (dont reprise des fonds dédiés des exercices antérieurs) et comme en 2014, l'exercice se solde par un résultat positif (+ 3 076 euros).



* Engagements à réaliser

93,8 % des dépenses sont consacrées aux actions de terrain. Elles comprennent les réalisations dans les pays d'intervention mais également des coûts de supervision, de coordination et d'intervention des équipes locales et du siège. Les frais administratifs et de structure restent faibles avec seulement 6,2 % des dépenses. Le plus important pays d'intervention est toujours Madagascar. Parallèlement, la part des activités au Mozambique augmente représentant désormais 12,4% des charges.

Concernant l'origine des fonds, la diversification des sources de financements se poursuit avec de nouveaux bailleurs publics, et le léger accroissement des financements de collectivités territoriales. La part de financements issus d'entreprises privées est toujours en augmentation atteignant plus de 15 % des fonds contre 10,5 % en 2014.

COMPTE DE RÉSULTAT

	au 31/12/2015	au 31/12/2014
Produits d'exploitation	1 245 146	2 006 066
Production vendue de Biens et Services	8 193	30 083
Subventions d'exploitation	1 233 241	1 966 506
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges	2 400	7 933
Collectes	0	0
Cotisations	1 310	1 510
Autres produits	2	33
Produits financiers	1 095	1 937
TOTAL DES PRODUITS	1 246 241	2 008 002
Charges d'exploitation	1 615 645	1 536 680
Autres achats et charges externes	295 664	275 794
Impôts, taxes et versements assimilés	13 065	5 401
Salaires et traitements	319 424	247 983
Charges sociales	142 594	111 491
Dotations aux amortissements et aux provisions	9 834	4 921
Subventions accordées par l'association	833 860	890 927
Autres charges	1 204	163
Charges financières	4 476	1 678
TOTAL DES CHARGES	1 620 122	1 538 367
SOLDE INTERMÉDIAIRE	373 881	469 645
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	431 887	140 445
Engagements à réaliser sur ressources affectées	54 930	594 450
EXCÉDENT	3 076	15 641

BILAN

		au 31/12/2015		au 31/12/2014	
BILAN ACTIF					
		Brut	Amortissements et Provisions		
Actif immobilisé		47 999	15 371	32 628	28 756
	Immobilisations corporelles	45 768	15 371	30 397	26 784
	Immobilisation financières	2 232		2 232	1 973
Actif circulant		1 247 603		1 247 603	1 293 375
	Créances	411 769		411 769	425 659
	Disponibilités	832 953		832 953	867 716
	Charges constatées d'avance	2 881		2 881	0
TOTAL GÉNÉRAL		1 295 602	15 371	1 280 231	1 322 131
BILAN PASSIF					
				au 31/12/2015	au 31/12/2014
Fonds associatifs		35 117		35 117	32 041
	Fonds propres	32 041		32 041	16 400
	Résultat de l'exercice	3 076		3 076	15 641
Provisions et fonds dédiés		830 067		830 067	1 207 024
Dettes		415 047		415 047	83 066
	Auprès d'établissements de crédits	26 204		26 204	0
	Dettes financières diverses	550		550	550
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	286 958		286 958	16 806
	Dettes fiscales et sociales	101 335		101 335	65 710
	Autres dettes	0		0	0
	Produits constatés d'avance	0		0	0
TOTAL GÉNÉRAL		1 280 231		1 280 231	1 322 131



2016 sera une année cruciale à plusieurs titres. Au vu de la croissance de l'activité au Mozambique, l'enjeu sera de structurer l'équipe pour être rapidement opérationnel sur les nouveaux projets.

En Côte d'Ivoire, Etc Terra compte s'installer durablement et obtenir une représentation nationale. Sous réserve d'en être l'opérateur, le démarrage du projet pilote REDD+ dans la région de la Mé nous permettra de tester le bien fondé de notre approche.

A Madagascar, outre la poursuite des projets existants, la création de filières d'exportation - condition sine qua non pour attirer des investisseurs privés - dans la zone Sud du projet PHCF sera aussi une priorité.

Le démarrage du projet de Gestion Intégrée de Ressources en Eau (GIRE) à Madagascar aura aussi une importance particulière car il constitue un changement d'échelle substantiel et propose une variété de contextes très instructifs pour gagner en expérience et expertise sur cette thématique.

2016 marquera aussi la fin du projet Africompost. Ce programme, mis en œuvre depuis 2011 dans 4 pays africains, devra capitaliser sur ses acquis pour concevoir et démarrer le cas échéant une nouvelle phase d'activités à compter de 2017.

Sur la thématique bioénergie, l'équipe appuiera le développement de la filière biogaz au Mali et à Madagascar ainsi que la filière charbon de bois dans le cadre des projets REDD+.

Partenaires terrain

- Agrisud International
- Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF)
- Agence Nationale de la Salubrité Urbaine de Côte d'Ivoire (ANASUR)
- Association Malagasy pour le Développement Economique, Social et Environnemental (A.MA.D.E.S.E.)
- Commune de Dschang
- ENPRO
- Environnement Recherche Action au Cameroun (ERA)
- Gevalor
- Groupe Energies Renouvelables, Environnement et Solidarités (GERES)
- Initiatives Conseil Développement (ICD)
- Madacompost
- Madagascar National Parks (MNP)
- Nebeday
- Office National pour l'Environnement (ONE)
- Service Autonome de Maintenance de la Ville d'Antananarivo (SAMVA)
- SKG Sangha
- Wildlife Conservation Society (WCS)
- World Wide Fund (WWF)

Partenaires financiers

- Agence Française de Développement (AFD)
- Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse
- Air France
- Ambassade de France à Madagascar
- Astrium
- Banque Mondiale / Forest Carbon Partnership Facility (FCPF Readiness Fund)
- Food and Agriculture Organization (FAO)
- Fond Français pour l'Environnement Mondial (FFEM)
- Fondation GoodPlanet
- Fondation pour la Recherche sur la Biodiversité (FRB)
- Fonds International de Développement Agricole (FIDA)
- Fondation Internationale pour la Gestion de la Faune (IGF)
- Lecofruit
- Métropole de Lyon
- Ministère de l'Environnement et du Développement Durable de Côte d'Ivoire (MINEDD)
- Pro Sain
- Recyclivres
- Région Aquitaine
- Surveillance de l'Environnement Assistée par Satellite pour l'Océan Indien (SEAS-OI)
- Union Européenne
- Groupe Star's Service

Partenaires scientifiques

- Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD)
- Faculté d'Agronomie et de Médecine Vétérinaire de l'Université d'Etat Haïtien
- Institut de Recherche pour le Développement (IRD)
- Université d'Haïti
- Université d'Antananarivo :
 - Institut et Observatoire de Géophysique d'Antananarivo
 - Laboratoire des Radioisotopes
 - Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques

Etc Terra



127, rue d'Avron - 75020 Paris - France
Tél. : +33 (0)9 83 22 76 22
Email : contact@etcterra.org

www.etcterra.org